

TURQUIE

Erdogan porte l'affaire des toilettes présidentielles en or dans le prétoire

A cinq jours d'un scrutin législatif crucial pour son avenir politique, le Président turc Recep Tayyip Erdogan a décidé de poursuivre en justice l'un de ses principaux rivaux qui, en l'accusant de gabe-gie, avait prétendu que le siège de ses toilettes était en or.

L'un des avocats du chef de l'Etat, Muammer Cemaloglu, a annoncé, hier, à l'agence de presse progouvernementale, Anatolie, qu'il avait déposé une plainte en diffamation contre le président du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) Kemal Kiliçdaroglu, auteur de la désormais fameuse sortie sur les commodités présidentielles. Selon M. Cemalo-

glu, son client a réclamé 100 000 livres turques (34 000 euros) de dommages et intérêts.

Lors d'un meeting samedi à Izmir (ouest), M. Kiliçdaroglu avait usé d'une image inattendue pour dénoncer la corruption dont il accuse le régime de M. Erdogan en suggérant que son palais était équipé de «sièges en or (pour recouvrir) les toilettes».

L'accusation a été traitée très sérieusement par le Président qui a mis au défi son adversaire de prouver ses allégations.

«Je l'invite venir faire une visite (...) je me demande s'il sera capable de trouver un couvercle de toilettes en or dans une salle de bains», a réagi M. Erdogan dimanche à la télévision, «si c'est le cas, je démissionnerai de la présidence». Loin de s'éteindre, la polémique s'est intensifiée lundi. «Hey, Kiliçdaroglu !

Quand as-tu visité ces toilettes et les as-tu lavées pour avoir découvert qu'elles étaient recouvertes d'or ?», a lancé le président lors d'un discours à Erzurum (est).

Lundi soir, le patron du CHP a rétorqué sèchement qu'il n'avait «aucun intérêt dans les palais» et a dénoncé «l'appétit d'Erdogan pour l'or, les dollars et les euros».

Inauguré à l'automne, le nouveau palais présidentiel, qui compte un millier de pièces et a coûté 490 millions d'euros, est l'une des cibles favorites des détracteurs de M. Erdogan.

Au pouvoir depuis 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan se présente en favori mais affaibli aux législatives de dimanche. Le chef de l'Etat espère y obtenir une forte majorité pour réformer à sa main la Constitution.



Le Président turc Recep Tayyip Erdogan.

Photos : DR

ÉGYPTE

La confirmation de la peine de mort pour Morsi reportée au 16 juin

La confirmation ou l'infirmerie de la peine de mort infligée il y a deux semaines pour éviction de prison et violences à l'ex-Président islamiste Mohamed Morsi a été reportée hier au 16 juin par le tribunal du Caire qui l'avait condamné.

Le 16 mai, M. Morsi, premier Président élu démocratiquement en Egypte avant d'être destitué par l'armée en 2013, avait été condamné à la peine capitale avec une centaine d'autres personnes. Mais toute condamnation à mort doit recueillir l'avis, non contraignant, du mufti d'Egypte avant d'être confirmée ou commuée. «Comme l'avis du mufti est arrivé au tribunal ce matin seulement, nous avons décidé de reporter notre décision au 16 juin afin de pouvoir délibérer», a déclaré le juge Chaâbane Al-Chami, qui préside ce tribunal.

L'avis du mufti n'est jamais communiqué.

M. Morsi est apparu souriant à l'audience, saluant les journalistes et les avocats, joignant les

deux mains en l'air en signe de victoire derrière la cage grillagée du banc des accusés. La peine de mort infligée à M. Morsi et une centaine de co-accusés, reconnus coupables de s'être évadés de prison et d'avoir commis ou incité aux violences lors de la révolte populaire qui chassa du pouvoir Hosni Moubarak début 2011, avait suscité la réprobation notamment de l'ONU, de Washington et de l'Union européenne.

L'ex-chef de l'armée et actuel président, Abdel Fattah Al-Sissi, est régulièrement accusé par les ONG d'avoir instauré un régime encore plus répressif que celui de Moubarak.

Plus de 1 400 manifestants pro-Morsi ont été tués en quelques semaines après sa destitution, et plus de 15 000 autres ont été emprisonnés.

Plusieurs centaines d'entre eux ont été condamnés à mort dans des procès de masse expédiés parfois en quelques minutes et qualifiés par l'ONU de «sans précédent dans l'Histoire récente» du monde. Deux hauts dirigeants de la confrérie des Frères musulmans, dont est issu M. Morsi, viennent d'ailleurs d'être arrêtés, selon

des responsables du ministère de l'Intérieur. Mahmoud Ghazlan, l'ex-porte-parole de la confrérie, et Abdel Rahman Al-Bar, tous deux condamnés à mort pour des violences, ont été interpellés lundi soir dans l'appartement où ils se cachaient dans la banlieue du Caire, ont précisé les responsables. Ayant été condamnés par contumace, ils bénéficieront d'un nouveau procès comme le stipule la loi égyptienne.

Cinq ONG de défense des droits de l'Homme, dont Human Rights Watch et Amnesty International, ont interpellé lundi la chancelière allemande Angela Merkel sur la «grave crise des droits de l'Homme» en Egypte, à la veille d'une visite à Berlin du Président Abdel Fattah Al-Sissi.

Dans une lettre ouverte, ces ONG appellent M^{me} Merkel à conditionner, lors de sa rencontre avec M. Sissi mercredi, «la nature et l'étendue» des relations bilatérales «aux mesures concrètes et rapides des autorités égyptiennes pour mettre un terme aux politiques qui violent systématiquement les obligations de l'Egypte» en matière des droits de l'Homme.

NIGERIA

Nouvelle attaque de Boko Haram à Maiduguri

Le groupe islamiste armé Boko Haram a lancé, hier, une nouvelle attaque à Maiduguri, la plus grande ville du nord-est du Nigeria, selon des habitants, quelques jours après un assaut sur la ville repoussé par l'armée.

Les islamistes sont arrivés dans le quartier de Moronti, en périphérie, mais ils n'ont pas pu pénétrer plus au cœur de la ville, à cause de profonds fossés creusés par les soldats, selon les témoignages.

Des roquettes ont été lancées en direction du quartier d'Ajilalari Cross, à trois km de là, depuis Moronti, vers 00h45 locales (23h45 GMT lundi), a rapporté Isa Mala, un habitant de ce quartier joint par téléphone. Aucun bilan n'était disponible pour l'instant.

«Nous avons quitté nos maisons de peur d'être touchés à l'intérieur. Il faisait noir, et on pouvait voir la trajectoire des lance-roquettes», a-t-il poursuivi.

«Peu après, nous avons vu des soldats dans des camions avancer en direction de Moronti, puis un avion de chasse a aussi été déployé», a ajouté M. Mala. Kyari

Bulunkutu, qui vit dans le même quartier, a rapporté à l'AFP un récit similaire. «Vers 2h du matin, tout était fini. Mais on n'a pas encore pu voir quels étaient les dommages et s'il y a eu des victimes» a-t-il précisé. Boko Haram a déjà mené une

attaque de ce type samedi, quelques heures après la prestation de serment du nouveau Président nigérian Muhammadu Buhari, qui a promis de faire de la lutte contre le groupe islamiste sa priorité. M. Buhari s'est notamment

engagé à déplacer le centre de commandement des opérations militaires de contre-insurrection à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, région la plus touchée par les violences islamistes qui ont fait plus de 15 000 morts en six ans.

BURKINA

Kafando se prononce pour une nouvelle Constitution adoptée par référendum

Le Président du Burkina Faso Michel Kafando a estimé, hier, indispensable que les dirigeants issus des élections d'octobre dotent le pays d'une nouvelle Constitution, qui serait soumise à référendum.

«Il faut absolument qu'il y ait un changement de Constitution» et que le texte soit soumis «à référendum», a déclaré le Président Kafando, dans un entretien à l'AFP. Désigné président de la transition le 17 novembre après la démission du Président Blaise Compaoré, Michel Kafando est en visite officielle en France jusqu'au 7 juin. Il s'est entretenu lundi avec le Président François Hollande.

«Compte tenu de la durée de la transition», qui doit s'achever le 11 octobre avec des élections législatives et présidentielle, «nous ne prévoyons pas de pouvoir mener cette opération à bien», a déclaré le Président burkinabé.

«Une Constitution suppose une Assemblée constituante pour proposer le texte, délibérer, trancher. Et cela suppose que l'on soumette ce texte à référendum», a-t-il expliqué. «Mais nous allons encourager ceux qui vont

(arriver au pouvoir) à aller dans ce sens», a-t-il ajouté.

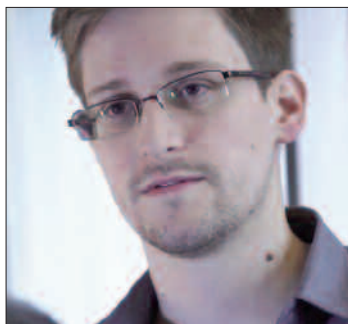
La période de transition ne sera pas prolongée et les élections auront lieu à la date prévue, a assuré Michel Kafando, en réponse aux rumeurs d'un éventuel report du scrutin. «Nous nous en tenons à la date du 11 octobre», a-t-il dit.

«Tous ceux qui sont membres de la transition, le gouvernement et les membres du Conseil national de transition sont exclus de la prochaine élection», a-t-il aussi réaffirmé. «C'est clair et net, nous l'avons accepté au départ.»

Pour Michel Kafando, un ancien diplomate de carrière de 72 ans, la chute de Blaise Compaoré, chassé du pouvoir le 31 octobre 2014 par une révolte populaire, montre «qu'il y a une personnalisation trop poussée du pouvoir politique» au Burkina.

«Il faut arriver à une Constitution qui tempère le pouvoir léonin du chef de l'État. C'est la seule façon, avec un équilibre du pouvoir, de contenir des ambitions exagérées ou des aventures comme celles que nous avons connues», a-t-il estimé.

Snowden récompensé en Norvège



Edward Snowden.

L'ex-consultant de l'Agence de sécurité américaine (NSA), Edward Snowden, s'est vu attribuer un prix, hier, en Norvège, posant la délicate question de son éventuelle venue dans le pays scandinave, proche allié des États-Unis.

L'Américain de 31 ans a reçu le prix Bjørnson pour la liberté d'expression «pour son travail de protection de la vie privée et pour avoir braqué une lumière critique sur la surveillance par les États de leurs citoyens et des autres», a fait valoir le jury.

Inculpé d'espionnage aux États-Unis après avoir révélé l'ampleur des programmes de surveillance de la NSA, Edward Snowden, aujourd'hui exilé en Russie, a été convié à se rendre en Norvège pour y recevoir sa récompense le 5 septembre, plaçant les autorités norvégiennes dans une situation potentiellement embarrassante.

L'Académie Bjørnstjerne Bjørnson - du nom d'un écrivain norvégien prix Nobel de littérature en 1903 - a demandé au gouvernement norvégien de garantir que Snowden ne serait pas extradé au cas où il déciderait d'aller chercher en personne le prix doté de 100 000 couronnes (11 500 euros).

Le ministère de la Justice a indiqué que le cas incombait à l'Office de l'immigration, lequel a indiqué qu'il ne prendrait position qu'après avoir reçu une éventuelle demande de l'intéressé. Lorsqu'il avait reçu en 2014 le prix suédois Right Livelihood, qui récompense ceux qui améliorent la condition humaine, M. Snowden avait préféré s'exprimer par vidéoconférence plutôt que de venir à la remise du prix à Stockholm.

Comme en 2014, le nom d'Edward Snowden a par ailleurs été proposé, aux côtés de 272 autres candidats, pour le prix Nobel de la paix 2015, également attribué en Norvège, cette année le 9 octobre.